

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réponse des maires de Mayotte aux accusations infondées du journal Le Monde

Les maires de Mayotte dénoncent les accusations infondées du journal Le Monde et exigent un changement de cap dans la gestion de la crise.

L'Association des Maires de Mayotte (AMM) dénonce avec la plus grande fermeté les accusations scandaleuses portées par l'article du Monde, publié vendredi dernier, d'un article à charge et clairement orienté intitulé « *A Mayotte, les détournements de l'aide alimentaire exaspèrent la population et mobilisent les autorités* ».

Nous récusons catégoriquement ces allégations infondées qui jettent un discrédit injustifié sur les agents communaux et les élus, engagés sans relâche depuis le passage du cyclone Chido pour apporter aide et soutien à toutes les victimes.

Un article à charge sans enquête rigoureuse

Il est inacceptable qu'un média de référence comme Le Monde publie un article aussi biaisé sans un travail journalistique rigoureux. Son auteur, Jérôme Talpin, n'a pas pris ni la peine de recueillir la diversité des témoignages nécessaires, ni celle de croiser ses sources pour vérifier ses affirmations.

Accuser les collectivités et leurs agents de détournements sans preuve tangible ni enquête approfondie, est une faute professionnelle grave qui contribue à une désinformation nuisible à toute la population mahoraise.

La réalité de la crise : d'une responsabilité collective à une gestion unilatérale

Nous rappelons que la gestion d'une catastrophe de cette ampleur relève d'une responsabilité » partagée entre l'Etat, les collectivités et les différents acteurs de terrain. Les difficultés d'approvisionnements, les tensions sur la distribution et les besoins encore non satisfaits sont avant tout le résultat de la situation exceptionnelle créée par le cyclone et non le fruit de pratiques frauduleuses que l'article insinue de manière malveillante.

Plutôt que de pointer du doigt les élus locaux, il serait plus constructif que les autorités nationales et la presse s'interrogent sur les moyens réellement mis en œuvre pour répondre à l'urgence humanitaire à Mayotte.

A partir de quand les denrées ont-elles réellement été acheminées ? Combien de jours avons-nous dû patienter après Chido avant de voir une bouteille d'eau arriver au titre de l'aide alimentaire ? Que représentent réellement les tonnes communiquées rapportées à la population réelle de l'île ?

Ce sont les vraies questions à investiguer. Bon nombre de citoyens et d'élus ont pris la parole au plus fort de la crise pour dénoncer le caractère à la fois insuffisant et inadapté de l'aide alimentaire fournie.

A l'association des maires de Mayotte, nous ne sommes intervenus dans le débat public depuis le début de la crise qu'en cas de nécessité absolue et en veillant toujours à ne pas rajouter de la polémique stérile à une situation déjà difficilement soutenable.

Face aux propos du représentant de l'Etat dans l'île, nous voilà cependant contraint de nous exprimer publiquement pour prendre acte d'une posture irrespectueuse du travail fourni au quotidien par les collectivités depuis le début de cette crise.

Nous prenons acte du fait de découvrir par voie de presse le changement de stratégie et la décision prise par la Préfecture de Mayotte, sans concertation avec les collectivités, de confier la distribution de l'aide alimentaire à d'autres circuits, notamment les mosquées et les associations caritatives.

Ainsi, cela confirme que les collectivités locales n'ont jamais eu le contrôle de cette distribution contrairement aux insinuations de l'article du Monde.

Dans ce contexte et après mûre réflexion, les élus municipaux ont fait le choix de se retirer de toute implication dans le dernier kilomètre de la distribution dès ce lundi 17 février 2025.

Dès lors que l'Etat a fait le choix de marginaliser les élus, il lui revient d'assumer pleinement la gestion de cette crise et d'en rendre compte directement à la population.

Soutien indéfectible aux agents communaux

Nous réaffirmons notre soutien total aux agents municipaux qui ont travaillé sans relâche et dans des conditions extrêmement difficiles pour venir en aide aux sinistrés. Nombre d'entre eux ont été durement touchés par la catastrophe et continuent pourtant à se mobiliser avec un sens du devoir exemplaire.

Exigence de rectification et d'une véritable enquête de terrain

Face à ces accusations injustifiées, nous demandons au journal Le Monde de rectifier ses propos diffamatoires et d'envoyer ses journalistes mener une véritable enquête de terrain, au plus proche des acteurs locaux et des sinistrés, pour évaluer objectivement la situation au lieu d'alimenter une polémique infondée.

Les élus locaux de Mayotte n'accepteront pas que leur intégrité et celle de leurs agents soient ainsi salies par des affirmations mensongères. Nous appelons au contraire à une mobilisation collective pour sortir Mayotte de cette crise par des décisions justes, concertées et efficaces.

Un bocage économique intenable et le danger de l'asphyxie financière des collectivités

Par ailleurs, au-delà de la question de l'aide alimentaire, nous dénonçons avec force les réquisitions imposées par l'Etat qui bloquent l'activité économique et empêchent un retour à la normale.

- La réquisition des stocks d'eau potable et d'autres biens essentiels étouffe le tissu économique local et maintient artificiellement une crise de l'approvisionnement.
- Les restrictions imposées au Port de Mayotte entravent les importations, créant des pénuries inutiles et empêchant la reprise de l'activité pour les commerçants, les transporteurs et l'ensemble des entreprises du territoire.

Nous exigeons :

- ✓ La levée immédiate des réquisitions sur l'eau et les autres biens essentiels, pour rétablir les circuits normaux d'approvisionnements. Une mesure qui doit être associée à un blocage sans délai du prix d'un pack d'eau qui atteint aujourd'hui le prix faramineux de 12€ le pack de 6 bouteilles et à un contrôle plus rigoureux dans les magasins et les épiceries.
- ✓ L'arrêt des restrictions imposées au Port de Mayotte qui freinent le redémarrage économique du territoire.
- ✓ Un déblocage immédiat des dotations d'urgence promises à nos collectivités et toujours pas versées deux mois après la catastrophe.

Nos collectivités ont toujours assumé leurs responsabilités face à l'urgence, avec engagement et dignité. Aujourd'hui, nous refusons d'être tenus pour responsables d'une gestion que nous ne maîtrisons pas et d'être les boucs émissaires d'un système que nous n'avons pas conçu.

L'Etat doit désormais assumer pleinement ses choix, garantir une distribution efficace de l'aide, mettre fin aux blocages économiques et répondre aux attentes légitimes des Mahorais.

En notre qualité d'élus du territoire, nous resterons pour notre part mobilisé pour défendre l'intérêt général et exiger des réponses à la hauteur des défis de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 16 février 2025

